

CET ARTICLE SOUMIS VOILA PLUS DE SIX MOIS A LA REVUE ECLAIRE SOUS UN JOUR PARTICULIER LES RECENTS RESULTATS DE LA SESSION MINISTERIELLE DU GATT QUI S'EST TENU FIN SEPTEMBRE A PUNTA DEL ESTE : CLAYTON YEUTTER, LE REPRESENTANT SPECIAL DE LA MAISON BLANCHE A REMPLI SA MISSION, PUISQUE LE "LIBRE ECHANGE" DES SERVICES ET LE RENFORCEMENT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE APPARAISSENT COMME DES THEMES MAJEURS DU NOUVEAU CYCLE DE NEGOCIATION COMMERCIALE MULTINATIONALE (NCM). S'AFFIRMANT COMME CHEF DE FILE DES PVD ET PORTE-PAROLE DE LEURS INTERETS EN LA MATIERE LE BRESIL ET L'INDE ONT OBTENU EN PARTIE SATISFACTION PUISQUE LA LIBERALISATION DES SERVICES ET DES "ECHANGES INVISIBLES" TOUT EN RESTANT INCLUS DANS LES NCM SE NEGOCIERA NEANMOINS LORS DU CADRE REGLEMENTAIRE DU GATT. COMME LE RESUMAIT DIPLOMATIQUEMENT LA DELEGATION DE LA CEE "EN EXERCICE DISTINCT MAIS NON SEPARÉ" (LE MONDE LE 19/09/86).

D.D.

1) "General Agreement on Tariffs and Trade".

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce international. Une rencontre préparatoire à une conférence pour la révision de cet accord s'est tenue récemment à l'initiative des Etats-Unis, du 9 au 30 septembre 1985.

2) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

3) Le "Système généralisé de préférences" permet au gouvernement américain, dans le cadre de ses relations bilatérales, de favoriser les importations de produits spécifiques en provenance de certains pays en développement en leur accordant un régime particulier d'exemption des droits de douane.

4) Une plainte contre la pratique des montants compensatoires sur les céréales de la Politique agricole communautaire de la CEE a été déposée devant le GATT par les USA.

MARCHANDS CONTRE PIRATES

5) Le 10 octobre 1985, la Chambre des représentants votait une loi visant à limiter les importations de textile en provenance de pays en développement. Une loi "mort-né" selon ses détracteurs au Congrès, puisque le Président Reagan a annoncé qu'il imposerait son veto, une loi "avertissement" pour ses partisans, puisqu'il ne manque que 19 voix pour obtenir la majorité des 2/3 qui permet de passer outre le veto présidentiel.

En plus du Brésil, onze pays asiatiques seraient touchés par une telle législation, le Canada et la CEE malgré leurs productions importantes sont épargnés.

6) "Piracy of US Copyrighted Works in Ten Selected Countries", International Intellectual Property Alliance (IIPA). L'IIPA fédère les huit principales chambres de commerce international représentant les intérêts industriels américains dans les différents secteurs de l'édition, de l'audio-visuel, de l'information et de la communication, avec, en particulier dans le domaine du logiciel, la CBEMA (Computer and Business Manufacturers Association) et la CSSIA (Computer Software and Services Industry Association).

Dans le contexte de la guerre commerciale larvée que reflètent les négociations en cours au sein du GATT (1) et de la CNUCED (2), un vent de protectionnisme souffle actuellement sur le Congrès des Etats-Unis, à l'occasion de la révision annuelle du "Système généralisé de Préférences" (3). L'affrontement ne se limite plus au contentieux des excédents agricoles avec l'Europe Verte (4) ou aux marchés du textile et de la confection envahis par les productions du Sud-Est asiatique (5), mais s'étend aux secteurs industriels de haute technologie. Si le champ des affrontement se déplace vers de nouveaux enjeux, il devient manifeste également que les cibles visées ne sont plus seulement des puissances industrielles consacrées comme la CEE ou le Japon mais des pays en voie d'industrialisation rapide comme le Brésil ou la Corée du Sud.

Témoin, la suite donnée par le Président Reagan, le 16 octobre 1985, à deux plaintes pour pratiques déloyales concernant d'une part la protection des droits sur la propriété intellectuelle en Corée du Sud et d'autre part le régime des importations d'équipements informatiques au Brésil : le républicain Clayton Yeutter est chargé d'introduire ces plaintes devant la commission du commerce de la Chambre des représentants, afin de permettre au Président, en vertu de l'article 301 de l'US Trade Act de 1974, de prendre des mesures de représailles annoncées le 7 septembre dernier. Parmi ces mesures figurerait la suppression des avantages commerciaux (exemption de droits de douane sur les importations de certains produits) concédés à ces pays en développement au titre du Système généralisé de préférences. De façon tout à fait opportune, le rapport de la commission du commerce pour la révision annuelle du Système généralisé de préférences devait être soumis à la Chambre des représentants le 19 octobre 1985... Comme de juste, ce 17 octobre, un porte-parole du gouvernement sud-coréen soulignait devant cette assemblée que la récente libéralisation du code des investissements, intervenue le 14 à Séoul, pouvait être interprétée comme la volonté de résoudre les problèmes consécutifs aux échanges bilatéraux... mais ne devait pas être lié au contentieux existant sur la protection de la propriété intellectuelle (sic !).

A l'origine de ces plaintes, figure un rapport (6) de l'Alliance pour la propriété intellectuelle au plan international, soumis aux membres de la commission du commerce, concernant les violations répétées des conventions internationales en matière de droit d'auteur dans les pays en voie de développement. Ce rapport demande au gouvernement américain de prendre des mesures qui lieraient le bénéfice de régimes douaniers favorables au respect des conventions internationales en matière de propriété intellectuelle. A travers ce réquisitoire des industriels américains, l'Extrême-Orient apparaît comme la plaque tournante d'une industrie multi-médias du piratage qui s'étend à tous les secteurs de l'édition.

Des dix pays mis à l'index par le rapport, sept appartenant à cette région s'inscrivent au hit-parade de la piraterie internationale, ce sont dans la hiérarchie de ce mérite particulier : Singapour, Taiwan, l'Indonésie, la Corée du Sud, les Philippines, la Malaisie et la Thaïlande. Font figures de challengers, le Brésil pour l'Amérique latine, l'Egypte au Moyen-Orient et le Nigéria en Afrique. Néanmoins, la copie et la contrefaçon ne se limitent pas "à cet échantil-

lon représentatif de pays en développement où sévissent de telles pratiques", car l'Inde, le Pakistan, la République populaire de Chine, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Mexique, le Pérou, la République dominicaine, l'Argentine, la Colombie et le Venezuela siègent également au banc des accusés.

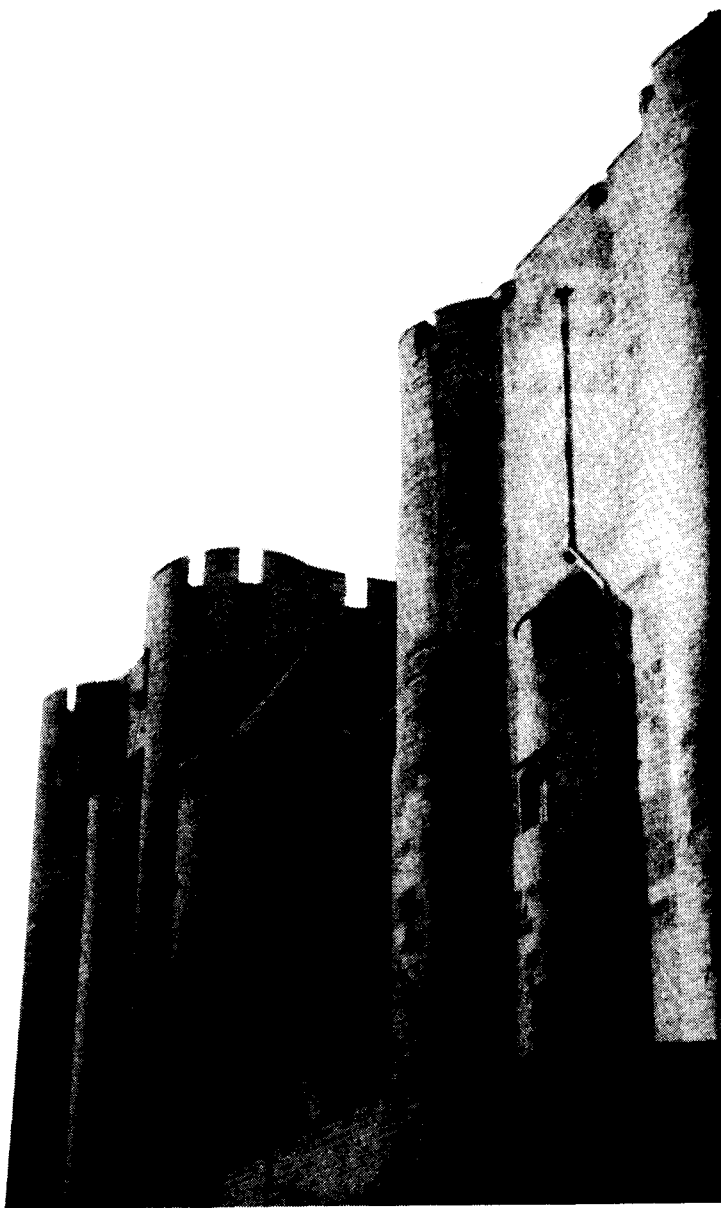
Les pertes, estimées par le rapport pour chaque type de produits, seraient de l'ordre de 600 millions de dollars US pour la musique, 400 millions pour le livre, 130 millions pour le film et enfin 128 millions pour le logiciel. Selon les auteurs, le scénario-type est le suivant : les produits légitimes, "protégés" par des licences d'exploitation ou par une législation sur la propriété intellectuelle, ouvrent le marché au bénéfice des contrefaçons et des copies qui ne tardent pas à chasser l'origine grâce à une concurrence déloyale au niveau des tarifs ; les profits illégaux, immédiatement réinvestis, permettent alors aux pirates d'étendre leur production à une échelle industrielle autorisant l'exportation et de concurrencer ainsi les produits d'origine sur d'autres marchés. Ainsi malgré des efforts "significatifs" des pouvoirs publics pour protéger le logiciel, Singapour est devenue le nœud d'un réseau

DRAGONS NOIRS EN MER DE CHINE

de piraterie industrielle couvrant l'Asie du Sud-Est et opérant à partir de relais situés en Malaisie et au Pakistan. Le logiciel y est l'objet de contrefaçons systématiques, pratiquées sur une grande échelle ; manuels de programmation et ouvrages sur l'informatique sont également pillés sans vergogne. Au total, estiment les industriels américains, 270 millions de dollars US de pertes à l'exportation (dont 200 millions pour le logiciel) viennent s'ajouter aux 88 millions de manque à gagner enregistrés sur le marché intérieur.

Bien que Taïwan soit le premier bénéficiaire du Système généralisé de préférences (3,2 milliards de dollars de marchandises sont entrées en exemption de droits de douanes aux USA en 1984, ce qui représente plus de 10 % des exportations taïwanaises), la piraterie des ouvrages américains, qualifiée de "rampante", connaîtrait une extension préoccupante. Le manque à gagner (34 millions de dollars) imputable aux logiciels représente environ 18 % du montant total des pertes. Quand il n'est pas bradé à des prix dérisoires, (1 % du prix partiqué par les fournisseurs américains), le logiciel piraté accompagne souvent la vente de contrefaçons des matériels d'équipement informatique (personnel ou professionnel) comme argument commercial : on compte de 5 à 10 logiciels, en moyenne, offerts pour l'acquisition d'un micro-ordinateur avec, en prime, les reproductions illégales de manuels ou de livres d'initiation. La Corée du Sud bénéficie également d'un régime de faveur sur les marchés américains pour ses exportations traditionnelles, textile et construction mécanique, auxquelles sont venues s'ajouter depuis des productions électroniques de haute technologie et à forte valeur ajoutée, semi-conducteurs et matériels audio-visuels. En 1984, les Etats-Unis ont importé pour 1,5 milliard de dollars (hors taxes) de biens coréens et leur balance commerciale avec ce pays accuse un déficit de l'ordre de 3,5 milliards de dollars. La législation coréenne ne garantissant pas la protection des œuvres de l'esprit, ce pays est devenu rapidement un des centres les plus actifs pour la piraterie logicielle qui semble se limiter, jusqu'ici au marché intérieur. Néanmoins, ce marché parallèle ("back-street copies", copies illégales de logiciel pour ordinateur personnel réalisées en "arrière-boutique") est en croissance rapide et la part de marché ainsi confisquée représenterait, pour 1984, 20 millions de dollars.

Viennent ensuite, classés par ordre d'importance décroissant quant au montant des pertes induites par cette "industrie" du logiciel, les pays en voie de développement du Sud-Est asiatique dont l'économie se caractérise par un taux de croissance relativement élevé. Tout d'abord la Malaisie favorisée par sa proximité géographique avec Singapour, le montant des pertes pour le logiciel y est estimé à 7 millions de dollars. Puis les Philippines (4 millions de dollars), le copyright US y serait sérieusement malmené en dépit d'une législation faisant théoriquement bénéficier la propriété intellectuelle d'un haut niveau de protection, mais demeurant inappliquée en raison du laxisme du gouvernement Marcos. L'Indonésie semble ne pas avoir encore bien évalué les potentialités du logiciel : 3 millions de dollars seulement pour une "industrie" par ailleurs florissante, les pertes américaines sont estimées globalement à 106 millions de dollars sur le marché intérieur et 100 millions à



7) L'accord signé le 26/9/84 par Madame Thatcher et son homologue chinois, Monsieur Zhao Ziyang, précise que la Chine populaire s'engage à conserver l'économie capitaliste à Hong-Kong jusqu'en 2047, dans le respect du principe "un pays, deux systèmes", en échange du départ définitif des Britanniques le 30/6/97.

8) Ce terme indique que la protection légale de l'œuvre se constitue dès sa création indépendamment de toute formalité d'enregistrement ou de dépôt légal, cette disposition suit la tradition juridique du droit romain.

CONJURER LE SPECTRE DES ECHANGES SUD-SUD

l'exportation ; mais la législation indonésienne sur le droit d'auteur n'accorde pas de protection spécifique au logiciel, alors... tout reste donc possible ! La Thaïlande serait effectivement la plus sensible aux menaces visant à lui retirer le statut de nation favorisée : le programme bilatéral d'exemption des droits de douane couvrirait pour 192 millions de dollars d'exportations en direction des Etats-Unis alors que le chiffre d'affaires subtilisé s'élevait à 34 millions en 1984 (dont 6 % pour le logiciel).

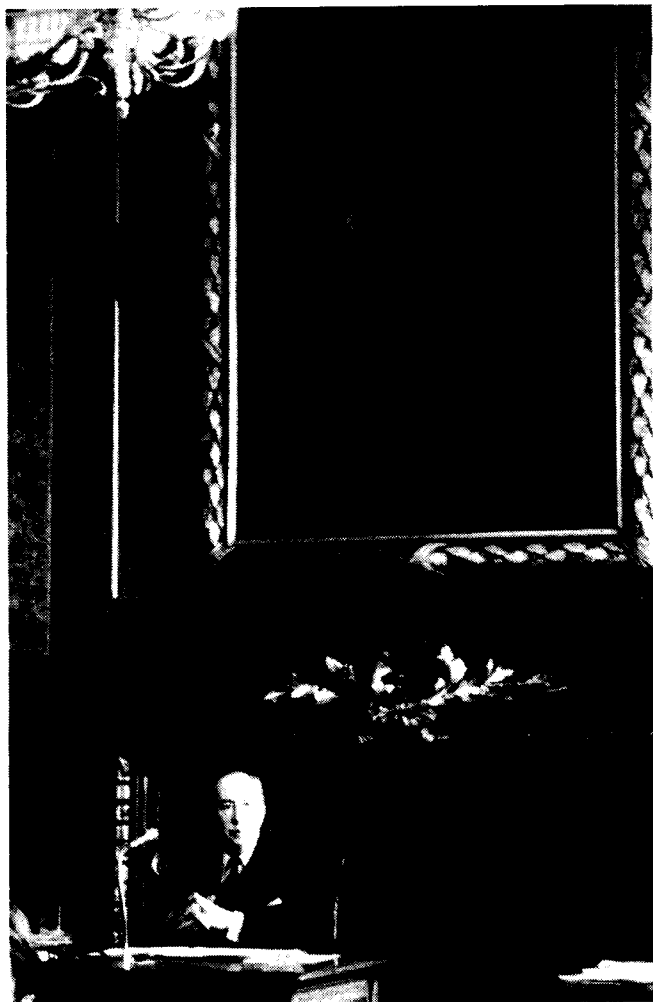
Curieusement, le dernier "dragon noir", Hong-Kong, membre de la "Bande des Quatre" NPI (Nouveaux pays industrialisés) d'Extrême-Orient, semble échapper à l'ire des dirigeants industriels américains, probablement par souci de ne pas créer une pomme de discorde préjudiciable aux intérêts américains dans le processus évolutif aboutissant au futur statut de "zone à administration spéciale" (7). En effet, le nouveau destin de Hong-Kong est un pari sur la modernisation de la Chine. Ce pari est fondé sur le dynamisme économique du territoire dont le moteur reste la Bourse de Hong-Kong, véritable pompe à capitaux suralimentée par la confiance qu'inspire la place financière. Mais que le couple récession-chômage s'installe et le mécanisme sophistiqué en viendrait à se gripper... entraînant, par là-même, l'intervention des dirigeants communistes chinois dans un contexte peu favorable aux intérêts occidentaux d'où,

peut-être, la mansuétude actuelle des industriels américains. Hormis ce cas d'espèce, le rapport oriente prioritairement sa dénonciation à l'encontre des pays du Sud susceptibles, par leur appareil industriel, leur situation géopolitique, l'existence d'un marché intérieur suffisamment vaste et d'avantages comparatifs sur les facteurs de production, de concurrencer les produits américains dans des secteurs à forte valeur ajoutée comme les services. Témoin, le Brésil, si l'on quitte le Sud-Est asiatique pour l'Amérique latine, le rapport accuse celui-ci de favoriser la piraterie du logiciel sous couvert d'une politique de restriction des importations destinée à protéger le marché national : une piraterie endémique si l'on en juge par les chiffres fournis, 35 millions de dollars soit 47 % du montant total des fraudes estimées pour ce pays. En dépit d'une vive opposition des opérateurs tant européens qu'américains, le gouvernement brésilien entend mettre en place dans un avenir proche une force de protection sui-generis (8) du logiciel. Toutefois, même une protection industrielle par brevets avec licence obligatoire, plus conforme à la tradition du droit anglo-saxon... et aux intérêts américains, ne saurait résorber la contrebande suscitée par les restrictions draconiennes aux importations et d'où provient l'essentiel des pertes enregistrées.

Quitte à multiplier les accords de troc pour pallier la pénurie de devises ou à des difficultés de trésorerie face à l'intransigeance des instances monétaires internationales, les deux derniers pays, l'Egypte et le Nigéria, représentent les prototypes de pays-clients potentiellement intéressés par un développement des échanges Sud-Sud venant se substituer à leurs importations en provenance des pays industrialisés. Ouverte par la politique "d'infithah" d'Anouar El Sadate, l'Egypte est considérée par les industriels américains comme le marché le plus important du Moyen-Orient. La responsabilité des détournements de logiciels (3 millions de dollars en 1984) serait imputable au compte d'une législation nationale inadaptée. Le Nigéria, quant à lui, ne bénéficie pas du système généralisé de préférences mais la taille de son marché intérieur (90 millions d'habitants ?) le place au premier rang des préoccupations américaines dans la sous-région. Les pertes dues aux contrefaçons de produits américains s'élèveraient à 131 millions de dollars pour 1984, le chiffre imputable au logiciel n'a pu être estimé. Tandis que les problèmes financiers de convertibilité et de transfert de fonds ainsi que les restrictions sur les licences d'importation bloquent à la fois les importations légales et la production locale, les produits du Sud-Est asiatique, introduits en contrebande, inondent le marché.

Ainsi, l'objectif du lobby américain de la communication est d'amener le Congrès des Etats-Unis à entériner une politique de rétorsion conditionnant l'obtention de la clause de la nation favorisée par le système généralisée de préférences à l'adoption d'une législation nationale par les pays importateurs renforçant la protection du copyright US, prévoyant des dispositions spécifiques pour le logiciel et les banques de données

CONVOITISES SUR LE MARCHÉ DES SERVICES



LE MODE DE PRODUCTION "ASIATIQUE"

en supprimant le dépôt de brevets obligatoires, toutes dispositions favorables à l'industrie américaine du logiciel et des services visant bien sûr à conforter une position dominante.

La décision du Congrès ne sera qu'une péripétie dans la course engagée dès novembre 1982 (9) au sein du GATT pour obtenir une libéralisation du commerce des services, essentiellement ceux liés à la manipulation d'informations (télécommunications, transactions bancaires internationales, consolidation financières des firmes transnationales, publicité multimédia, audit, ingénierie informatique...) que l'on qualifie d'échanges invisibles (10). L'intégration de ce type de services aux activités manufacturières démontre leur importance stratégique en tant que facteur de production pour s'assurer la domination du nouvel ordre productif mondial (11). La disparition accélérée des petites firmes présentes dans ce secteur face à l'émergence de multinationales dédiées à l'internationalisation des services (Transnational Service Conglomerates) pousse les pays en développement à adopter des réglementations qui font obstacle à la compétition internationale en essayant d'aménager leurs différents marchés nationaux pour protéger leurs industries naissantes dans ce domaine.

Que l'on ne s'étonne pas alors, au cœur de cet affrontement, de retrouver comme protagonistes les Etats-Unis, disposant d'un solde excédentaire en matière d'échanges invisibles du fait de l'évolution structurelle de leur économie, face aux nouveaux pays industrialisés asiatiques (Singapour, Thaïlande,...) qui ont commencé à dégager un excédent dans leurs échanges de service d'ingénierie depuis le début des années soixante-dix. Afin d'exploiter cette supériorité au plan du commerce international, l'administration Reagan souhaite qu'intervienne au plus tôt une négociation multilatérale sur la libéralisation des échanges internationaux en matière de services, au sein du GATT. De leur côté, au moyen d'accords de coopération régionale ou en renforçant le contrôle national des entreprises engagées dans ce secteur, les pays en développement essaient de mettre en œuvre des stratégies de riposte dont l'objectif est de briser la concentration souhaitée par l'oligarchie des firmes transnationales qui sont à la base de l'internationalisation des services.

Le logiciel étant, avec les bases de données et les télécommunications, l'un des marchés les plus porteurs dans le domaine des échanges d'invisibles (en 1983, les sociétés américaines de logiciel ont réalisé un chiffre d'affaires de 9 milliards de dollars dont 40 % à l'exportation), la présente controverse déborde donc largement le cadre d'un simple contentieux juridique entre pillards et pillés.

Tout d'abord, il convient de souligner que les industriels américains, en délocalisant leurs productions électroniques dans les zones franches du Sud-Est asiatique pour profiter des avantages comparatifs de production (différentiel sur le coût de la main-d'œuvre, absence de taxes sur les importations et d'impôt sur les bénéfices), ont semé le vent avant de récolter la tempête. IBM sous-traite l'essentiel de la production de son "Personal Computer" (12). Apple équipe son "Macintosh" de disques durs fabriqués chez JVC au Japon et les lecteurs de disquettes proviennent des usines Sony. Les constructeurs européens se fournissent en moniteur vidéo monochrome à Taiwan. Bull achète les claviers du "Micral 30" et certains "Chips" de communication aussi bien au Japon qu'aux Etats-Unis. Prévoyant de livrer 50 000 micro-ordinateurs par an, le constructeur national ne peut envisager de devenir compétitif en produisant lui-même ses alimentations électriques (par exemple) face à son fournisseur de Hong-Kong qui en sort 100 000 par mois. Le coût de l'ensemble de ces composants fabriqués en sous-traitance peut atteindre couramment 50 \$ du prix de revient de la machine. Ainsi, cette sous-traitance a permis le développement en Asie du Sud-Est d'unités de production capables de fabriquer en très grande série, donc à bas prix, l'ensemble des composants permettant de construire un clone d'IBM-PC. Dès lors, il n'est pas surprenant d'assister à l'émergence d'entreprises (Donatech, Multitech, Video Technology) capables d'inonder les marchés domestiques et professionnels de la micro-informatique avec des clones de PC/XT ou AT à moitié prix. Aujourd'hui, les industriels coréens ou taiwanais désirent compléter leur offre en produisant des logiciels standards (du

9) Cf. "Guerre commerciale en Occident", Marie-France Toinet et Hubert Kempf, Le Monde Diplomatique, janvier 1983.

10) Sur "Les échanges mondiaux d'invisibles : une mise en perspective statistique" dans le n° 19 d'Economie et Prospective internationale, La Documentation Française, 1984.

11) Cf. "Qui dominera le nouvel ordre productif mondial", Hubert Kempf, Le Monde Diplomatique, mai 1984.

12) Le BIOS - Basic Input/Output System - cœur du système d'exploitation du PC d'IBM, constitue la seule contribution originale du constructeur américain à ce micro-ordinateur.

type tableur à 500 F) qui viendraient consolider la base installée de matériels dont ils disposent dorénavant. La réaction américaine est, cette fois-ci, beaucoup plus vive car ils s'attaquent là à une production à forte valeur ajoutée dans un secteur, l'ingénierie du logiciel, jugé stratégique : il concerne des marchés en croissance rapide (+ 30 à 40 % par an en moyenne sur le chiffre d'affaires dans l'industrie du logiciel) et générant des taux de profit élevé.

C'est pourquoi, le dernier sommet des chefs d'Etat des pays industrialisés en mai 1985, n'ayant pu fixer la date d'une négociation multilatérale sur les services au sein du GATT, les différents lobbies industriels poussent l'administration américaine à faire pression sur leurs obligés dans l'espoir d'aboutir rapidement à la négociation d'accords bilatéraux (13) afin de créer une dynamique irréversible. Dans le domaine particulier du "software", à l'inverse des télécommunications, secteur fortement réglementé par tradition, la difficulté proviendrait de l'absence de législation plutôt que de leur hétérogénéité. Cependant le débat instauré en France autour de la rédaction et du vote de la loi du 3 juillet 1985 sur la protection du logiciel (cf. encadré) montre que l'adoption de législations nationales dans un contexte international en pleine évolution ne va pas sans poser quelques problèmes.

Rappelons tout d'abord que la législation américaine sur la propriété intellectuelle a une finalité essentiellement économique et son objet principal est la protection de l'investissement réalisé : elle protège d'abord l'entreprise en tant que personne morale avant l'auteur en tant que personne physique. L'extension du copyright US aux logiciels (14), intervenue en 1980, allait instituer une forme de protection juridique qui, par son autériorité, exerce une influence significative sur le choix des options juridiques président à l'élaboration de législations nationales dans les pays industrialisés.

En France, les partisans d'une évolution du droit d'auteur vers une législation à finalité économique, principalement le Syntec — Chambre syndicale des sociétés de service et d'ingénierie informatique — s'opposèrent à ceux des juristes arguant de la spécificité de la loi du 11 mars 1957, protégeant les œuvres littéraires et artistiques, par rapport à la législation sur la propriété industrielle. Après avoir opté, semble-t-il dans un premier temps en faveur d'un projet instituant une protection à deux vitesses (accorder à la majorité des programmes la protection du droit d'auteur en assimilant la programmation à une activité de traduction et assurer aux logiciels originaux une protection analogue au système du brevet couvrant les procédés industriels) le législateur, par la loi du 3 juillet 1985, accorde la présomption de protection au titre de la loi de 1957 à l'ensemble des logiciels confiant à la jurisprudence le soin de déterminer l'application effective de ce droit en fonction de la nature du préjudice subi et l'originalité du logiciel, ce qui laisse le champ libre à l'ouverture d'un espace contractuel constitué sur la base des pratiques commerciales en vigueur et restant soumis à l'influence de l'évolution technologique. Une législation plus spécifique, élaborée ultérieurement, pourrait ainsi bénéficier d'un corpus jurisprudentiel plus large et moins contradictoire (15).

Relativement à un futur espace européen, la conformité des législations nationales n'est pas acquise : par exemple, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest ont instauré une protection du logiciel sur une durée de cinquante années alors que la loi française limite cette protection à vingt-cinq ans.

D'ores et déjà, certains entrevoient une révision des principes de la Convention de Berne à laquelle la France adhère. Les pays en développement, confrontés au dilemme permanent où les plonge leur égale volonté de protéger leur production nationale tout en ayant accès aux ressources mondiales en la matière au meilleur prix, devraient se saisir de cette opportunité pour tenter de négocier un compromis qui préserve leurs intérêts. Seul un cadre multilatéral, où ceux-ci prendraient conscience de leur force en tant que consommateurs et, souhaitons-le, futurs producteurs au sein d'un front uni (16) s'opposant au bloc des nations industrialisées dont l'économie est en voie de tertiarisation, permettrait d'aboutir à un compromis plus réaliste parce que plus équitable. Malheureusement, au sein des instances internationales où le dénuement majoritaire des nations du Tiers Monde affrontait jusqu'ici

LEGISLATION SUR LE LOGICIEL
loi n° 85-660 du 3 juillet 1985, entrée en vigueur au
1^{er} janvier 1986

"Dans l'article 3 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique... après les mots : "aux sciences" sont insérés les mots : "les logiciels, selon les modalités définies au titre V bis de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985..."

LA LOI DU PLUS FORT

13) Un tel accord est déjà conclu avec Israël et la pression américaine vient de contraindre le Japon à initier une déréglementation du marché financier et de celui des télécommunications.

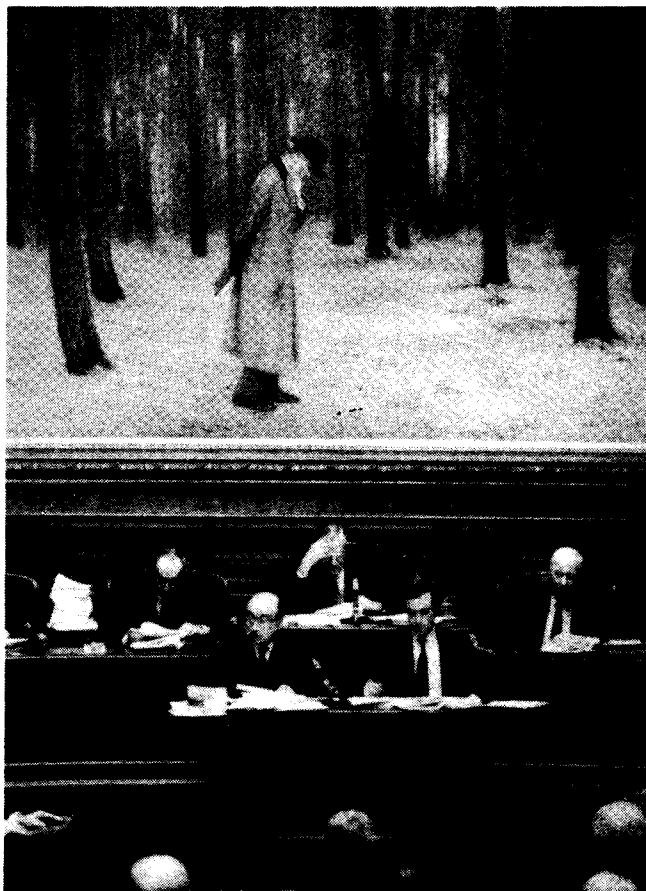
14) Cette protection déjà inscrite dans la législation de 1976 (Copyright Act) a été précisée et étendue par un amendement en 1980.

15) Signalons qu'une équipe d'universitaire et de chercheurs français, travaillant sous la responsabilité du Conseil de la recherche du ministère de la Justice soumettra un rapport-bilan sur les conséquences juridiques de l'informatisation au Garde des Sceaux durant le premier semestre 1986.

16) L'Inde et le Brésil seraient actuellement bien placés pour prendre le leadership d'un tel mouvement.

17) Sur l'industrie des biens culturels, cf. l'ouvrage intitulé *La culture contre la démocratie*, A. Mattelart, X. Delcourt, M. Mattelart, *La Découverte*, Paris, 1984.

18) *Charte des Droits et des devoirs économiques des Etats*, 1974.



l'égoïsme des pays nantis, le ballet des experts y joue soudain un théâtre de l'absurde dans des forums qui désormais se vident. Car sous l'emprise de la monnaie, il n'y a plus rien à négocier hormais le rééchelonnement de la dette et l'ajustement des taux d'intérêt.

L'extension du commerce des services subordonne désormais la diffusion du logiciel, en tant que produit d'un investissement économique parfois considérable, aux lois du marché. A l'instar du mode de production dominant des biens culturels (17), l'industrialisation du logiciel contribue à accélérer le processus de réification par lequel "la démocratie du marché" prétend circonscrire la création intellectuelle à la sphère des rapports marchands, s'ajoutant ainsi à son hypertrophie. Que les banques de données, en tant que réserve de savoir, fassent partie intégrante du "patrimoine commun de l'humanité", il est également permis d'en douter dans le contexte actuel qui les consacre comme instruments de pouvoir. Il faut bien en convenir : les appels en faveur d'un "Nouvel ordre économique international" inscrits dans la Charte des Nations unies voilà plus d'une décennie (18) apparaissent aujourd'hui, rétrospectivement, comme dérisoires et vains. Le droit international continuera-t-il longtemps encore de légitimer la raison du plus fort ?

Force est de constater que notre époque, dans bien de ses aspects, confère à la pensée d'Hegel toute la force d'une redoutable actualité !

NOVEMBRE 1985-JANVIER 1986

DOMINIQUE DESBOIS



LE CODE NAPOLEON.

SINGAPOUR : PEOPLE'S PARK OU LE MARCHE AUX CLONES

Au troisième étage de People's Park à Singapour, vous pouvez trouver des clones d'IBM-PC 100 % compatibles (copie conforme, BIOS compris !) avec 540 Ko de mémoire centrale et 2 lecteurs de disquettes pour moins de 5 000 FF, peut-être moins si vous aimez marchander ?

Car dans ce gigantesque marché aux "puces", une imprimante proposée pour 1 200 FF sera cédée à 800 FF... si vous savez tout d'abord feindre l'indifférence, puis doser subtilement votre détachement, enfin, vous armez de patience. Le tout assorti d'une kyrielle de logiciels en prime, même si vous ne maîtrisez pas suffisamment la dialectique de l'offre et de la demande pour descendre au-dessous de 1 000 F.

Et pour les excentriques qui, dans ce temple de la brocante et du recel, tiendraient vraiment à "acquérir" le tableau Lotus 1-2-3, il ne leur en coûtera que la somme de 30 FF (disquette et documentation comprise) !

D'après 01-Hebdo du 16/9/85

LES TRIBULATIONS D'UN CLONE

Video Technology Limited (VT) est née à Hong-Kong en 1976 sur le créneau des jeux électroniques. Depuis 1982, avec la gamme Laser, elle diversifie sa production en se lançant dans la micro-informatique : 27 000 clones de PC, clavier standard en caractère chinois, écoulés dans l'Empire du Milieu, son principal marché. Video Technology compte aujourd'hui 2 000 employés et a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de près de 160 millions de dollars.

L'histoire du micro-ordinateur Laser PC/XT commence à Gardena en Californie, VT-USA y produit une "carte-mère" vierge envoyée par la site au Japon où sont implantés des composants d'origine Matsushita, Motorola ou ... NEC. Le tout part à destination de Hong-Kong pour être assemblé à d'autres composants venus d'horizons divers : le clavier produit sur place, l'alimentation fabriquée à Taïwan (10 % moins cher que les Japonais !), les lecteurs de disque dur fournis par Mitsubishi, enfin le moniteur vidéo signé Philips...

D'après 01-Hebdo du 30/9/85

TITRE V : DES LOGICIELS

Art. 45. Sauf stipulation contraire, le logiciel créé par un ou plusieurs employés dans l'exercice de leurs fonctions appartient à l'employeur auquel sont dévolus tous les droits reconnus aux auteurs.

Toute contestation sur l'application du présent article est soumise au Tribunal de grande instance du siège social de l'employeur. Les dispositions du premier alinéa au présent article sont également applicables aux agents de l'Etat, des collectivités publiques et des établissements publics à caractère administratif.

Art. 46. Sauf stipulation contraire, l'auteur ne peut s'opposer à l'adoption du logiciel dans la limite des droits qu'il a cédés, ni exercer son droit de repentir ou de retrait.

Art. 47. Par dérogation au 2° de l'article 41 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 précitée, toute reproduction autre que l'établissement d'une copie de sauvegarde par l'utilisateur ainsi que toute utilisation d'un logiciel non expressément autorisée par l'auteur ou ses ayants-droits est passible des sanctions prévues par ladite loi.

Art. 48. Les droits objets du présent titre s'éteignent à l'expiration d'une période de vingt-cinq années comptée de la date de la création du logiciel.

Art. 49. Le prix de cession des droits portant sur un logiciel peut être forfaitaire.

Art. 50. En matière de logiciels, la saisie-contrefaçon est exécutée en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du Tribunal de grande instance. Le président autorise, s'il y a lieu, la saisie réelle.

L'huissier instrumentaire ou le commissaire de police peut être assisté d'un expert désigné par le requérant.

A défaut d'assignation ou de citation dans la quinzaine de la saisie, la saisie-contrefaçon est nulle. En outre, les commissaires de police sont tenus, à la demande de tout auteur d'un logiciel protégé par la présente loi ou de ses ayants-droits, d'opérer une saisie-description du logiciel contrefaisant, saisie-description qui peut se concrétiser par une copie.

Art. 51. Sous réserve des conventions internationales, les étrangers jouissent en France des droits reconnus par le présent titre, sous la condition que la loi de l'Etat dont ils sont les nationaux ou sur le territoire duquel ils ont leur domicile, leur siège social ou un établissement effectif accorde sa protection aux logiciels créés par les nationaux français et par les personnes ayant en France leur domicile ou un établissement effectif.